



# Djibouti

## Système de Suivi et surveillance de la Sécurité Alimentaire (SSSA)

### En Bref

- La situation de l'insécurité alimentaire s'est dégradée à Ali sabieh par rapport à l'année dernière et Mai 2015. A Dikhil et Obock, l'insécurité alimentaire est toujours à son plus haut niveau, affectant jusqu'à 7 ménages sur 10 dans ces régions.
- Les régions d'Arta et Tadjourah ont connu durant le semestre précédent l'enquête une amélioration de la sécurité alimentaire. Depuis Mai 2015, ces régions enregistrent une prévalence à la baisse : 12,9% à Arta et 12,8% à Tadjourah.
- La sévérité de l'insécurité alimentaire de certaines régions est due à une saison de Karan / Karma pauvre, voire non significative, et qui a coïncidé avec une limitation des emplois instables et précaires (non qualifiés et journalier) que 16.3% de la population pastorale déclare comme principale source de revenu, après la vente de charbon et de bois.
- Ces niveaux d'insécurité alimentaire s'expliquent aussi par les effets du phénomène el-Nino qui contribue à la sécheresse et aux retards de pluies à Djibouti et dans les régions en limitant l'accès aux pâturages. Selon les prévisions, les ménages pauvres continueront à être affectés par l'insécurité alimentaire pendant les prochains mois.

### Introduction

Le PAM, la FAO et l'UNICEF, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de la Pêche et de l'élevage chargé des Ressources Halieutiques (MAPE-RH), le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), les Préfectures et Conseils régionaux, l'ONARS et le Ministère de la Santé (MS-PNN), ont conduit en octobre 2015 une évaluation conjointe sur le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SSSA) dans les 5 régions intérieures de Djibouti.

L'objectif principal de la présente SSSA est de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin d'augmenter l'efficacité des programmes humanitaire et de développement conduits par les partenaires au développement actifs dans les zones rurales de Djibouti. Le PAM, en partenariat avec le MID, le MS et MAEEP-RH, a collecté les données de terrain dans les zones rurales afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles de l'insécurité alimentaire des ménages, et d'estimer l'évolution de l'insécurité alimentaire depuis la dernière étude du mois de mai 2015 avant la période de soudure.

## Méthodologie

La collecte des données secondaires s'est concentrée principalement sur les enquêtes SSSA du PAM de février 2014, de septembre 2013, d'octobre 2014 et mai 2015, ainsi que sur l'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) conduite par le PAM en juin 2014. Le bulletin FEWSNET sur les prévisions du mois d'octobre 2015 a fait également partie des sources d'informations utilisées dans le cadre de cette étude.

La collecte des données primaires avait pour objectif de combler le manque d'informations sur la sécurité alimentaire des ménages et montrer les tendances par rapport aux récentes enquêtes SSSA et AGVSAN. La collecte des données a été conduite à travers un questionnaire ménages qui est un outil qui a fait déjà l'objet d'un 1<sup>er</sup> test à Djibouti depuis 2011 et est basé sur des outils expérimentés dans d'autres pays où des enquêtes similaires régulièrement conduites par le PAM/VAM<sup>[1]</sup>.

La zone de l'enquête a été stratifiée par type de ménages : 1) non-bénéficiaires du PAM 2) bénéficiaires GFD, 3) bénéficiaires vivre contre travail. La taille de l'échantillon a été calculée sur base d'un échantillonnage stratifié à 2 degrés, avec coefficient de confiance de 95% et un degré de précision de 7%, pour un total de 150 à 500 ménages par stratum. Pour chaque stratum, un minimum de 25 grappes (villages) a été sélectionné au hasard. Les villages ont été sélectionnés en utilisant la méthode « PPS », Probability Proportional to Size (proportion probable par taille). Pour chaque grappe, un minimum de 8 ménages ont été également sélectionnés au hasard à partir des listes disponibles. Globalement, 1553 ménages ont été échantillonnés dans 133 grappes.

Afin de comparer la situation avec celle de mai 2015, les données nutritionnelles ont été collectées auprès des mêmes ménages pour les enfants de moins de cinq ans à travers le périmètre brachial. Ceci est pour se conformer au cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle développé par l'UNICEF et le PAM, qui décrit le lien entre la sécurité alimentaire et la nutrition d'un ménage, dont les enfants.

Avant de mener l'enquête, une formation a été conduite pour assurer que les énumérateurs en comprennent les objectifs, la stratégie d'échantillonnage et leurs rôles et responsabilités. Cette formation s'est tenue du 02 au 06 octobre 2015 dans les bureaux du PAM à Djibouti. Les formateurs provenaient du bureau national ainsi que du bureau régional du PAM. Les formateurs ont également supervisé les tests des instruments (1 jour supplémentaire) et pour garantir la compréhension un exercice de « MOCK interview » a été introduit.

La collecte des données a eu lieu entre le 06 et le 20 octobre 2015, par 5 équipes, chacune composée d'un superviseur/chef d'équipe. Du personnel local et national du Gouvernement était également impliqué dans la direction et dans la supervision de cette enquête depuis le début.

La saisie des données s'est faite en temps réel grâce à l'utilisation du logiciel Open data Kit (ODK). Après avoir procédé au triage, 1553 questionnaires ménages ont été conservés pour l'analyse, qui a été conduite avec le logiciel SPSS.

## Limites de l'enquête

Bien que des standards rigoureux aient été appliqués dans le procédé d'analyse, les risques suivants, communs à toute enquête quantitative, doivent être admis :

**Risques liés à la validité externe :** des limites liées à la possibilité de généraliser les résultats d'un échantillon à une population globale doivent être admises. Les données de l'enquête, et en particulier l'échantillonnage, ont été conçues pour représenter exhaustivement la situation à moment donné au niveau de région et dans l'ensemble du milieu rural du pays. Cependant ces risques existent, encore plus à cause de l'inaccessibilité de certaines zones de la région de Tadjourah et Obock (notamment dans la sous-préfecture d'Alaili Dada qui était l'une des plus affectées par l'insécurité alimentaire en juin 2014). Cela peut contribuer à la sous-estimation de la situation de l'insécurité dans ces régions.

**Risques liés à la validité interne :** des souvenirs incorrects ou des quantités estimées peuvent affecter la validité des résultats. Les enquêteurs ont cependant été entraînés à faciliter le rappel des souvenirs et à améliorer l'estimation des quantités pour améliorer ce point. Dans certains cas, le désir d'avantages sociaux, le manque de liberté et les attentes peuvent avoir affecté les réponses, et ainsi orienté les répondants vers des réponses déjà préparées, tout spécialement de la part des ménages qui ont peut-être fait l'objet, dans le passé, d'enquêtes visant à développer des programmes de réponses (ex. assistance alimentaire). Le caractère anonyme de l'enquête a toutefois contribué à réduire les risques de biais.

**Risques liés à la fiabilité :** les risques liés à la fiabilité ou à la répétition (Kaltan et al, 2005) des résultats ont été minimisés grâce à la conception du questionnaire et à l'entraînement des enquêteurs, ainsi qu'à des seuils et limites aux possibles options de réponse insérés grâce au programme ODK dans les tablettes. L'entraînement relatif aux questionnaires destinés aux ménages a été mené de façon à réduire la différence de perception des enquêteurs vis-à-vis des questions.

---

[1] Les outils sont disponibles sur demande, veuillez contacter le bureau du PAM Djibouti.

## Contexte

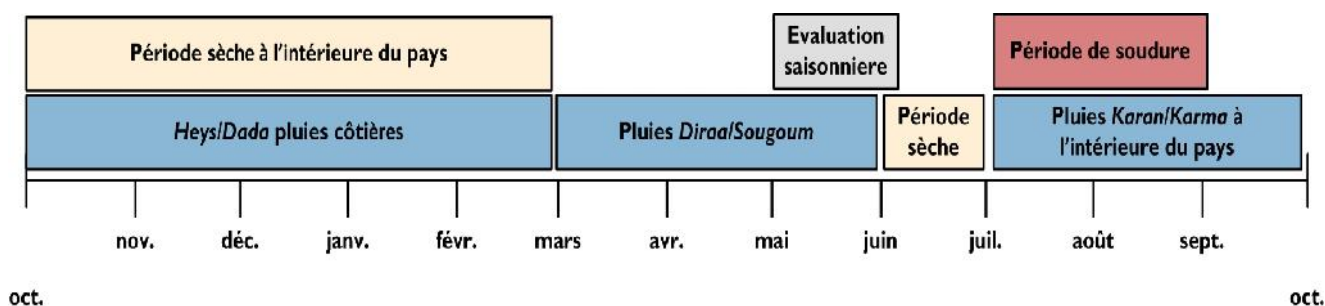
En mai 2015, environ 6 ménages sur 10 étaient affectés par l'insécurité alimentaire en milieu rural. Les zones présentant la plus haute prévalence étaient Dikhil avec 74,4% et Obock avec 62,9%. Cette situation était principalement due à une saison des pluies Heys/Dada (pluie côtière) très pauvre et irrégulière dans pratiquement toutes les régions.

Durant la période de soudure (de Juin à Septembre) la saison de pluie karan/karma a été pauvre voire pratiquement inexistante. En septembre 2015, certaines parties de ces régions ont reçu une précipitation moyenne assez bonne mais limitées dans le temps avec pour effet de réduire le niveau de stress de la population pastorale. Durant cette période, les zones affectées par la sécheresse se sont élargies en milieu rural, limitant les populations pastorales dans leurs mouvements vers les zones de pâturage qu'elles soient internes (Djibouti) ou externes (Pays frontaliers). Les pays frontaliers comme l'Ethiopie et la Somalie ont connu une situation similaire à celle de Djibouti.

L'origine de cette situation est dans un phénomène El-Nino parmi l'un des plus forts enregistrés jusqu'alors et qui a provoqué le retard de la saison des pluies, avec un impact encore plus grand sur les pays frontaliers, générant une forte augmentation de la population en insécurité alimentaire et des déplacements transfrontaliers vers Djibouti.

Les ménages pastoraux ont donc fait face à des pâturages et des ressources hydriques limités, débouchant sur une diminution de l'accès physique et économique à la nourriture pour les ménages ruraux, notamment dans les régions d'Obock et Dikhil.

Tableau 1 : Calendrier saisonnier et événements critiques à Djibouti



La prochaine enquête en avril/mai 2016 donnera des informations plus précises sur l'impact de ces facteurs quant au niveau de sécurité alimentaire des ménages.

## Classification de la Sécurité Alimentaire

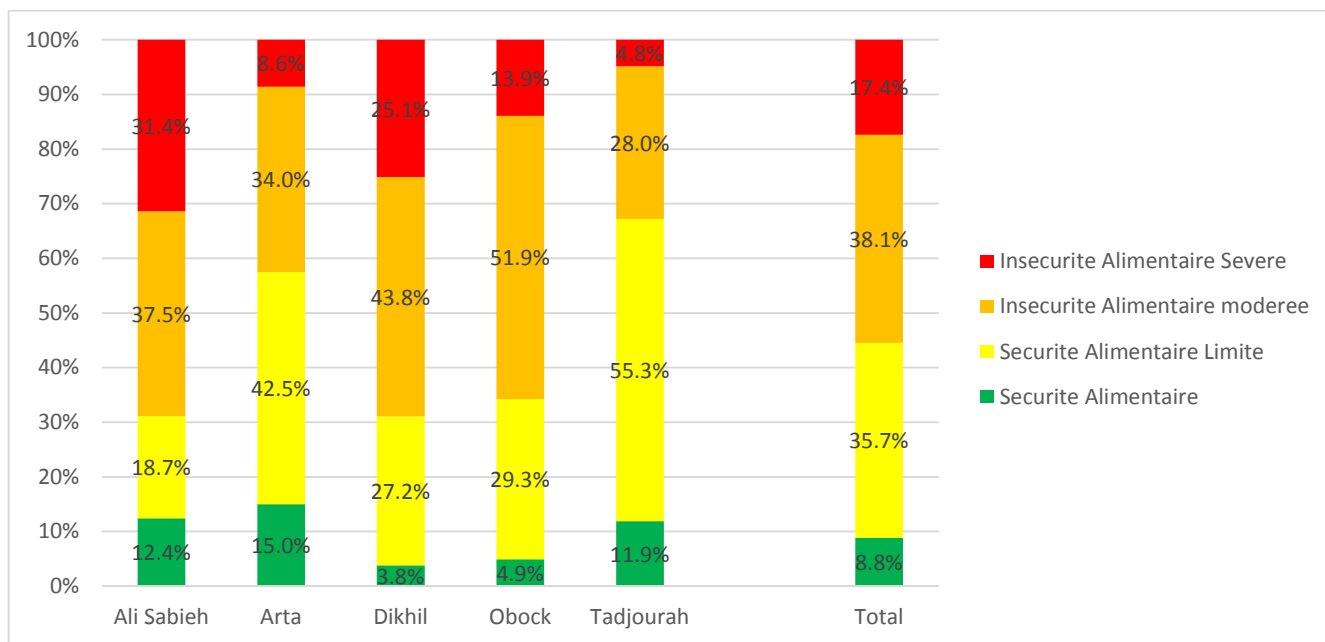
### Environ six ménages sur dix en insécurité alimentaire

En Octobre 2015, l'insécurité alimentaire en milieu rural, évaluée sur base de trois indicateurs fondamentaux (Proportion des dépenses alimentaires, Consommation alimentaire et Stratégies d'adaptation), est stable mais demeure toujours très élevée, affectant 55,5% des ménages ruraux.

L'insécurité alimentaire touche particulièrement les régions de Dikhil et Ali Sabieh avec 68.9% des ménages et Obock avec 65,8% des ménages. -

Ce niveau considérable d'insécurité alimentaire s'explique par le retard des pluies de la saison de Karan/Karma entre Juin et Septembre (qui contribue normalement entre 50% et 75% des pluies annuelles), particulièrement dans la zone du Sud-est pastoral frontalier (Ali Sabieh) ainsi que dans la région rurale d'Obock et de Dikhil où la précédente saison des pluies Diraac/Sougoum (Mars à mai) a été non significative (FEWSNET, Djibouti Remote Monitoring Update - Octobre 2015). Cette situation se justifie en partie par les effets du phénomène El-Nino qui contribue considérablement à la sécheresse et au retard des pluies à Djibouti et dans la région, en limitant l'accès physique aux pâturages (Djibouti, Somalie et Ethiopie). La persistance d'un très fort phénomène El Niño continue à retarder l'arrivée de la prochaine saison des pluies Heys/Dadaa avec un impact sur la population rurale côtière. Selon les prévisions, les ménages pauvres continueront à être affectés par l'insécurité alimentaire pendant les mois à venir et jusqu'à l'arrivée des prochaines pluies. Malgré des températures actuelles moins violentes, les populations restent en état de stress et une réduction ultérieure des moyens d'existence disponibles (perte de bétail) est toujours à craindre résultant en une nouvelle réduction de l'accès physique à la nourriture (consommation dans le ménage ou vente).

Graphe 1: Répartition géographique de l'insécurité alimentaire



### Tendances favorables mais toujours un niveau considérable d'insécurité alimentaire sévère

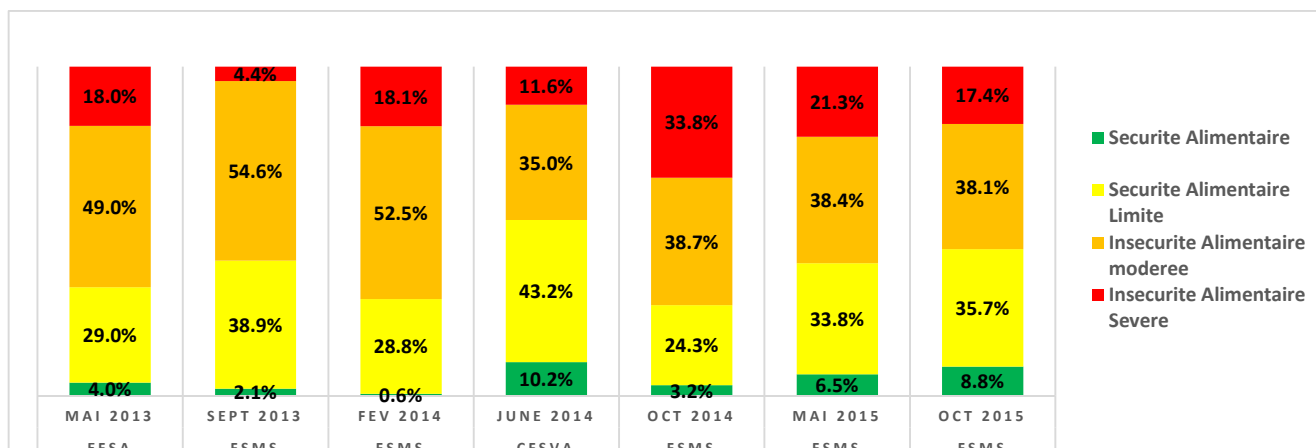
L'insécurité alimentaire a baissé d'un quart par rapport à octobre 2014 en passant de 72,7% à 55,5% mais reste à un niveau élevé, similaire à celui de Mai 2015 (59,7%) ou Juin 2014 (46,6%). L'insécurité alimentaire sévère a baissé de presque de moitié depuis octobre 2014 et d'un quart depuis mai 2015, mais reste élevée par rapport aux années précédentes (Mai 2013 en Juin 2014).

Au niveau des régions, on observe une augmentation de l'insécurité alimentaire en milieu rural, en particulier dans la région d'Ali Sabieh (+14,3%) et Obock (+2,9) depuis mai 2015, avec 19,2% ayant basculé vers un degré sévère de la sécurité alimentaire à Ali Sabieh mais restant stable à Obock. Dans les autres régions on observe une amélioration substantielle dans la même période, avec des seuils favorables à Arta (-15% de ménages en insécurité alimentaire), Dikhil (-12%) et Tadjourah (-4,4%).

Il est à signaler en particulier une diminution de la prévalence de ménages en insécurité alimentaire sévère dans les régions, combinée à une augmentation de ceux en sécurité alimentaire limité et acceptable. La principale raison de ce changement est attribuable à une saison des pluies Karan/Karma arrivée tardivement (fin août, début septembre), mettant ainsi un terme à la période de soudure. L'enquête FSMS d'octobre coïncide ainsi avec la fin d'une saison de soudure prolongée. Cette période est aussi le début d'une saison des emplois instables et précaires (non qualifiés et journaliers) que 16,3% de la population pastorale déclare comme principale source de revenu juste derrière la vente de charbon et de bois de chauffe.

Il est enfin à signaler que l'accessibilité limitée dans certaines zones reculées de ces régions pourrait sous-estimer la réelle sévérité de la situation.

Graphe2: Evolution du taux de l'insécurité alimentaire en milieu rural



## Qui sont les ménages ruraux en insécurité alimentaire

Le score de consommation alimentaire montre que plus de la moitié (54,4%) des ménages ruraux ont un score inadéquat et une alimentation non diversifiée avec un régime alimentaire basé principalement sur les céréales, tubercules, l'huile et le sucre. Plus de 80% de ces ménages ruraux consacrent entre 50% et plus de leur budget mensuel aux dépenses liées à la nourriture.

Durant les 3 mois précédents l'enquête, plus de 4/5 des ménages ruraux déclarent avoir subi au moins un choc. Les principaux chocs auxquels ils ont fait face sont la sécheresse / manque de pluie (48%), manque de nourriture (19,8%), mort des animaux à cause de la sécheresse (12,2%) et flambée des prix des denrées de base (11,1%).

Cette situation peut s'expliquer à travers les types des moyens d'existences des ménages ruraux qui sont particulièrement focalisés sur la vente du bois de chauffe et de charbon, sur le travail non qualifié et les assistances extérieures. Il est clair que ces activités n'ont pas un caractère stable et durable, et n'assurent donc pas de revenus réguliers. De plus, la principale source de revenu « Ventes de bois de chauffe et de charbon » a un effet néfaste sur l'environnement rural, incluant la régénération des pâturages.

Aussi, l'indice des stratégies d'adaptation relatif à l'alimentation<sup>1</sup> est élevé (15,86) et dépasse de 2,3 points l'indice du mois de mai 2015 ; il reste cependant inférieur à la situation il y a une année. En ce qui concerne la fréquence d'utilisation de ces stratégies par les ménages, les effets de la sécheresse et le manque de nourriture ont mis ces ménages dans des situations plus difficiles, les poussant à adopter des comportements pouvant les mettre dans des situations encore plus graves, surtout pour les enfants en bas-âge (réduction du nombre de repas par jour, réduction en quantité et qualité de nourriture).

Ces mêmes ménages déclarent que les enfants de 5 à 14 ans sont favorisés lors des repas quand les adultes et les 6-59 mois le sont un peu moins.

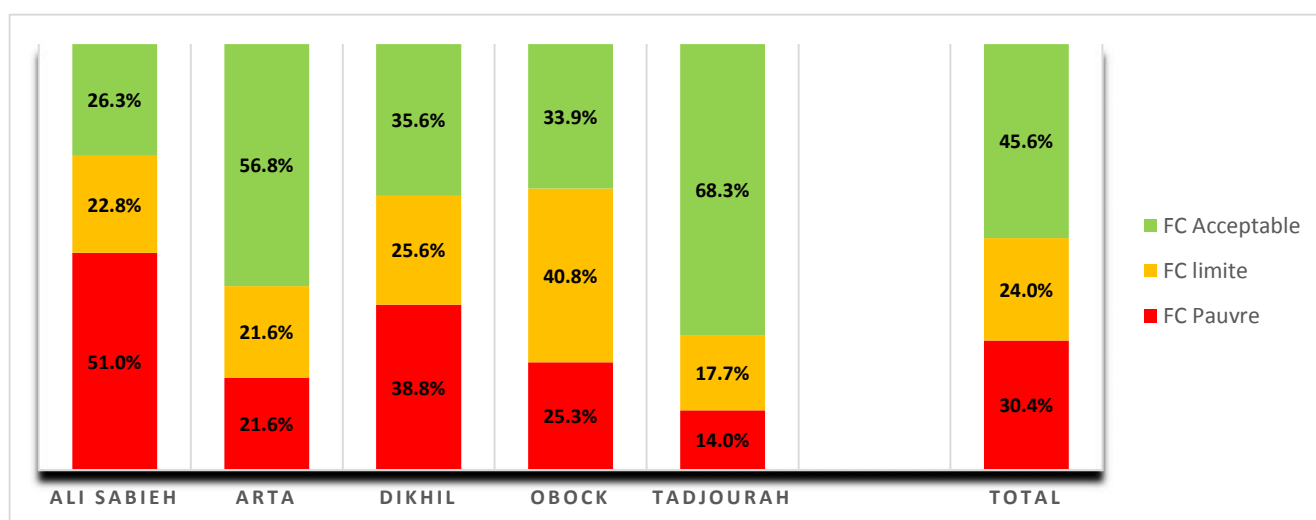
## Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire

### Consommation alimentaire

En milieu rural, 54,4% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate<sup>2</sup> dont plus de 30% avec une consommation pauvre.

La situation est particulièrement préoccupante à Ali Sabieh, Obock et Dikhil, qui enregistrent un score de consommation alimentaire inadéquat pour presque 7 ménages sur 10. On constate une situation quasiment inverse pour Arta et Tadjourah où entre 6 et 7 ménages sur 10 ont un score de consommation alimentaire acceptable.

Graph 3: Groupe de consommation alimentaire par régions



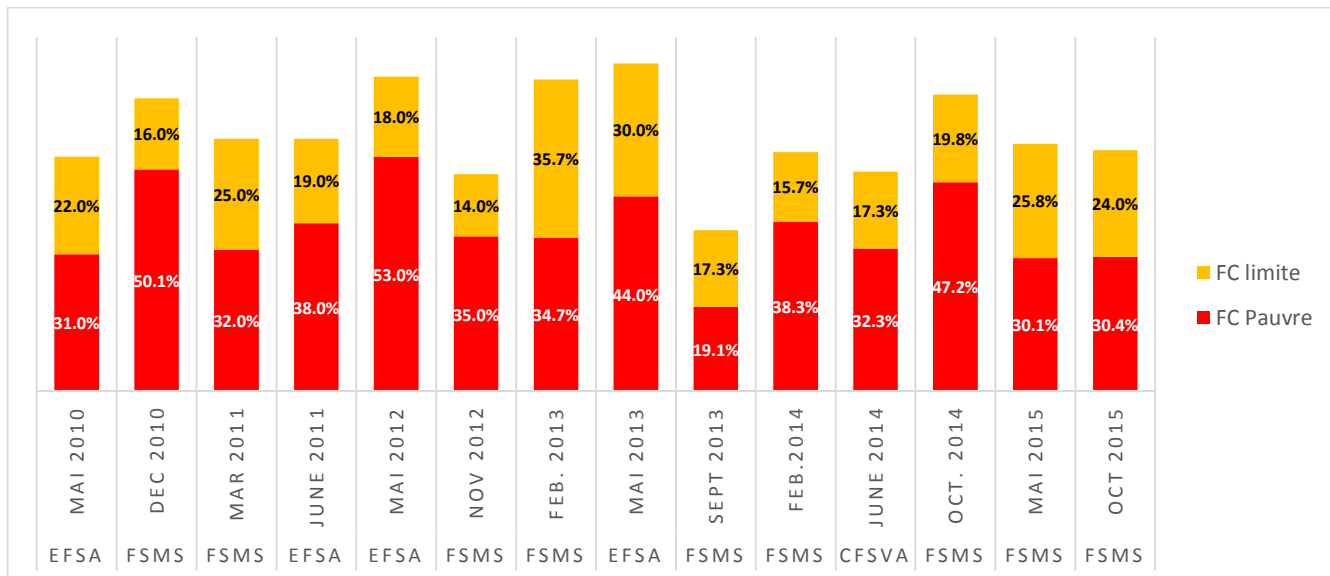
<sup>1</sup> L'indice de stratégie de survie alimentaire (CSIfood) est un indicateur qui se base sur la fréquence et la gravité des mécanismes de survie adoptés par les ménages quand ils font face à une pénurie alimentaire.

<sup>2</sup> Le Score de Consommation Alimentaire (FCS/SCA) est un indicateur qui se base sur la fréquence, la diversité et les valeurs nutritionnelles des aliments consommés dans un ménage au cours des 7 jours précédant l'enquête.

## Un niveau considérable de consommation pauvre

La présente enquête montre que les scores de consommation alimentaire (SCA/FCS) des ménages ruraux sont à un niveau stable depuis mai 2015 et se sont améliorés par rapport à octobre 2014. Toutefois, la consommation pauvre continue à affecter systématiquement plus de 30% des ménages depuis mai 2010, avec une seule exception en septembre 2013 (19%). Les valeurs d'octobre 2015 sont toujours en ligne avec celles de l'AGVSAN de juin 2014 (32%) et de mai 2015 (30,1%) dont la collecte des données ont été organisée pendant la période de soudure.

Graphe 4: Tendances du Score de Consommation Alimentaire dans la période 2010-2015

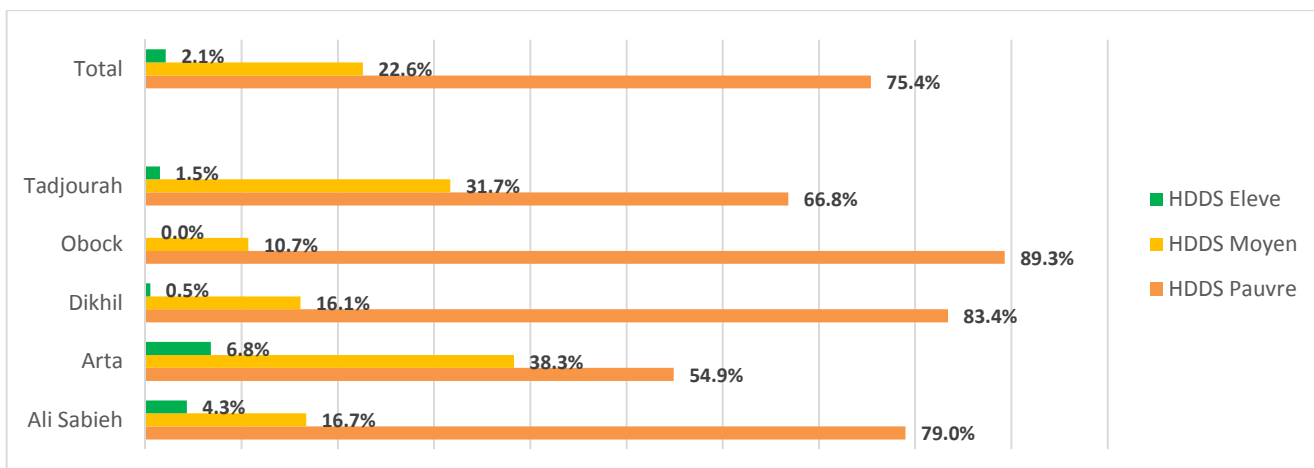


## Un régime alimentaire restant peu diversifié depuis septembre 2013

La diversité alimentaire des ménages ruraux à Djibouti est très limitée, avec 4,4% des ménages présentant un score de diversité alimentaire limite ayant basculé vers un score pauvre. Le nombre des ménages ruraux avec une diversité alimentaire pauvre augmente donc de 71% en mai 2015 à 75,4% en octobre 2015. Cela veut dire que 75,4% des ménages ont consommé seulement 4 ou moins de 4 groupes d'aliments dans la semaine précédant l'enquête – semaine qui correspond également à la dernière semaine de la période de soudure (Septembre 2015).

Si l'on compare à octobre 2014, le régime alimentaire des ménages ruraux semble rester le même avec en moyenne une consommation de 3,3 groupes d'aliments par semaine, incluant principalement les céréales/tubercules, l'huile et le sucre. L'accès limité aux autres groupes d'aliments riches en protéines et micronutriments tels que viande et fruits et légumes, qui a considérablement régressé depuis septembre 2013, est un facteur de préoccupation, notamment pour les groupes vulnérables tels que les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Comme indiqué dans l'AGVSAN de 2014, la forte dépendance aux marchés pour l'approvisionnement en aliments, combinée à un faible pouvoir d'achat sont les causes principales de l'accès limité à ces groupes d'aliments qui ont des prix très élevés, inabornables pour ces ménages. L'accès physique aux marchés, qui reste très difficile dans certaines zones rurales, aggrave encore ce phénomène.

Graphe 5: Diversité alimentaire des ménages par région



Les ménages ruraux affectés ont un régime alimentaire basé presque exclusivement sur les céréales, les sucres et l'huile avec en moyenne une fréquence de consommation hebdomadaire supérieur ou égale à 5 jours ; il n'inclut pas les produits animaux (viandes et laits), légumes et légumineuses, contrairement aux ménages en sécurité alimentaire limite et acceptable.

Tableau 1: Fréquence et Diversité alimentaire des ménages par groupe de sécurité alimentaire

	Cereales	Legumineuse	Legumes	Fruits	Viandes	Lait	Sucre	Huile
Sécurité alimentaire	6.98	3.79	3.98	0.72	2.21	4.71	6.73	6.74
Sécurité alimentaire Limite	6.95	3.45	2.56	0.20	1.11	4.63	6.61	6.54
Insécurité alimentaire modérée	6.59	2.05	1.32	0.04	0.33	1.12	6.04	6.06
Insécurité alimentaire sévère	6.43	0.48	0.64	0.00	0.03	0.18	5.42	5.30

## Dépendances aux marchés

Les ménages ruraux dépendent fortement des marchés pour l'approvisionnement en produits alimentaires. Pour 78% des ménages, la nourriture est achetée au comptant et à crédit.

L'achat au comptant est le principal moyen d'achat pour environ 60% des ménages en milieux ruraux contre 18% à travers des achats à crédit.

Avec comme source de revenu la vente de charbon ou de bois de chauffe et les travaux journaliers non qualifiés, les ménages ruraux demeurent toujours exposés au risque d'inflation et à la moindre augmentation de prix des denrées alimentaires de base sur le marché local comme international.

Tableau 2: Source de nourritures des ménages ruraux en %

	CEREALES	RACINES / TUBERCULES	LEGUMES ORANGE	LEG.FEUILLE_VERT	AUTRES_LEGUMES	FRUITS_ORANGE	AUTRE_FRUITS	VIANDE	ABAT	POISSON	OEUFS	LAIT	HUILE	SUCRE	RICE
Achat en comptant	55.3	73.1	71.7	59.7	75.2	64.5	68.3	59.6	28.1	48.7	79.3	23.1	57.5	67.6	67.5
Achat a credit	15.5	19.5	25.6	31.0	17.1	20.9	22.0	11.6	0.0	10.3	15.7	7.8	18.2	23.3	23.0
Total %	70.7	92.6	97.3	90.7	92.3	85.4	90.3	71.1	28.1	59.0	95.0	30.9	75.7	90.9	90.6

## Pauvreté économique

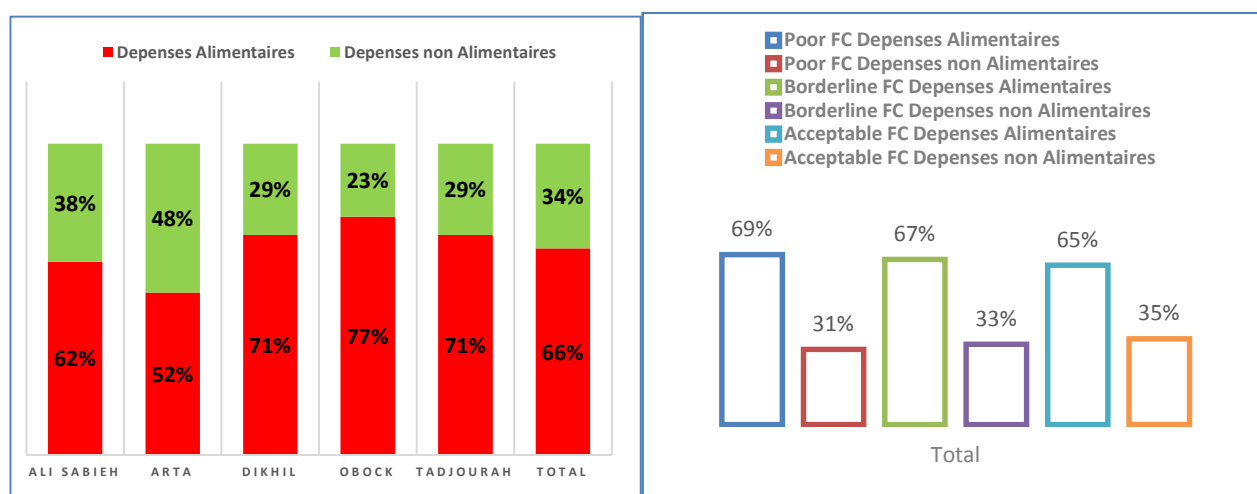
Selon l'enquête de la DISED (EDAM3)<sup>3</sup>, la pauvreté extrême touche presque 42% des ménages. La pauvreté relative en toucherait quant à elle presque 80%. Cette situation est plus endémique pour les régions de l'intérieur (Dikhil, Obock et Ali Sabieh).

Avec l'exception d'Arta (52%) les ménages ruraux accordent plus de 60% de leur budget à l'alimentation avec un maximum à Obock (77%). Ceci nous laisse conclure que les ménages ont moins de budget pour tout autre besoin élémentaires comme l'accès aux services des bases (éducation et santé), l'habillement, l'hygiène, etc.

<sup>3</sup>DISED – EDAM3 (2012)



Graphe 6: Proportion des dépenses alimentaires et non alimentaires, et selon la classification FSG.



Par ailleurs, les ménages en insécurité alimentaire pauvre et limite dépensent plus que ceux en sécurité alimentaire acceptable pour l'alimentation. Ainsi, les ménages en sécurité alimentaire acceptable dépensent plus dans les articles non alimentaires par rapport aux autres.

### Nombre de repas consommés par groupe d'âge et par région

Il n'y a pas de différences substantielles parmi les régions et les classes d'âge. 33% des adultes et enfants de plus de 14 ans ont accès à 2 repas par jour ; seulement 2% d'entre eux disent ne prendre que 1 ou pas du tout de repas. Chez deux tiers des ménages les adultes ont accès à 3 repas.

4% des ménages ont des enfants (2-5 ans d'âge) qui mangent moins de 2 repas par jour, tandis que 71% ont accès à 3 repas et 22% à 2 repas. Une petite fraction mange plus de 3 repas par jour.

Tableau 3 : Nombre moyenne des repas consommés groupe d'âge

	REGION					
	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	Total
N. moyen de repas adultes et enfants de 14 ans ou plus	2.52	2.74	2.49	2.54	2.77	2.61
N. moyen de repas enfants 6-13 ans	2.65	2.84	2.68	2.64	2.82	2.73
N. moyen de repas enfants 2-5 ans	2.52	2.79	2.70	2.69	2.76	2.69

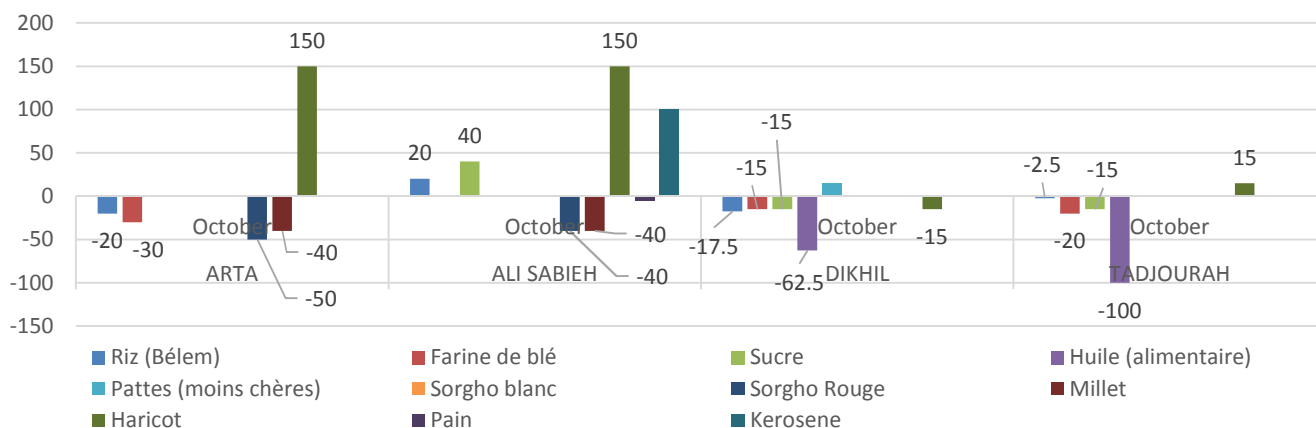
### Prix et marché

Les variations de prix entre octobre 2014 et octobre 2015 ne montrent pas de baisse depuis ces cinq dernières années. Leurs niveaux restent toujours très élevés mais stables même si l'on observe des variations différentes selon les régions. Ceci peut s'expliquer par la différence des coûts de revient pour le transport des marchandises provenant de l'étranger en passant par Djibouti.

L'augmentation du prix des haricots est justifiée par le contexte actuel de restrictions commerciales appliquées par le gouvernement Ethiopien qui est la principale origine des haricots vendus en milieu rural. Cette aura perduré durant toute l'année 2015.



Graphe 7 : Principales sources de revenu des ménages ruraux



## Moyens d'existence

La principale source de revenu des ménages ruraux est la vente de charbon et de bois de chauffe contrairement à mai 2015 où le travail non qualifié ou journalier était en tête des réponses enregistrées. Mis à part dette inversion, les autres sources de revenu restent les mêmes.

Plus de 60% des ménages dépendent de sources de revenu qui ne sont ni stables ni hautement rémunératrices, avec des pics à Ali Sabieh (78%), Tadjourah (71%) et Arta (71% également). Il est à noter que 20% des ménages dépendent de transferts et de mendicité à Obock.

Tableau 4 : Principales sources de revenu des ménages ruraux

	REGION					Total
	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	
Vente de charbon et bois de chauffe	20.6%	6.1%	18.1%	31.2%	17.9%	18.9%
Travail non qualifié/journalier	17.3%	32.6%	15.3%	10.5%	13.7%	16.3%
Vente de bétail	13.1%	1.8%	20.5%	4.7%	10.4%	13.3%
Assistance extérieure (PAM ou autre agence)	18.9%	7.2%	4.1%	20.3%	6.0%	9.2%
Travail salarié (avec contrat)	8.5%	22.9%	2.6%	4.7%	13.9%	8.4%
Artisanat	0.0%	1.1%	14.7%	.1%	6.4%	7.3%
Mendier/entraide	10.5%	5.2%	4.6%	8.3%	7.7%	6.8%
Transferts	3.3%	4.3%	4.6%	10.2%	.4%	4.0%

## Les Chocs

Plus de trois quarts des ménages ruraux ont affirmé avoir subi au moins un choc au cours des trente jours précédant l'enquête. La sécheresse reste le choc le plus fréquent en milieu rural, en ligne avec les résultats de l'AGVSAN de Juin 2014 et le FSMS de mai 2015. Le manque de nourriture et la mort des animaux à cause de la sécheresse sont les autres principaux chocs subis. De plus, la dernière saison de soudure a entraîné des nouvelles pertes de bétail pour les ménages ruraux avec 12.2% à cause de la sécheresse contre 2.5% à cause des maladies. Cette situation a directement affecté l'accès économique et physique des ménages à la nourriture.

Tableau 5 : Principaux chocs des ménages

	REGION					
	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	
Sécheresse/manque de pluie	26.9%	24.6%	32.4%	30.2%	22.4%	28.3%
Manque de nourriture	21.6%	18.1%	19.7%	23.4%	17.8%	19.8%
Mort des animaux à cause de sécheresse	9.3%	13.0%	15.9%	11.7%	7.0%	12.2%
Flambée des prix alimentaires	8.7%	3.5%	13.5%	20.8%	7.5%	11.2%

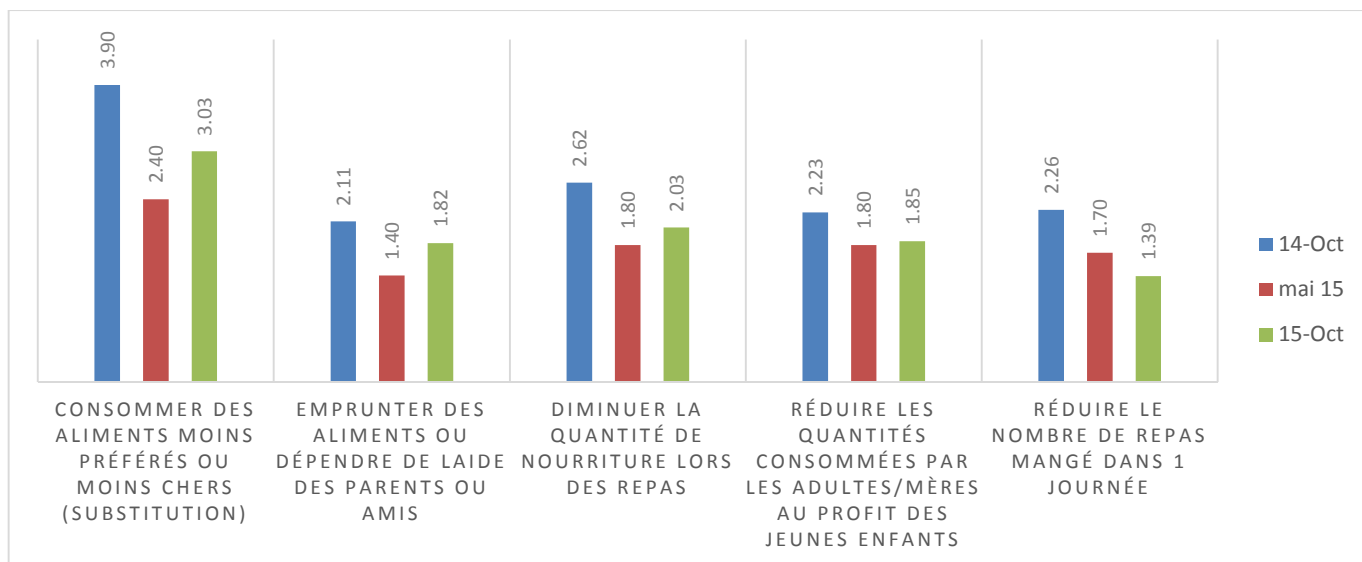
## Stratégies d'adaptation alimentaires

L'indice de Stratégie d'adaptation (ISA ou CSI-Coping Strategy Index) permet d'apprécier la fréquence et la gravité des mesures adoptées par les ménages en situation de pénurie alimentaire. L'indice réduit ou simplifié des stratégies de survie est composé de cinq stratégies alimentaires standards (voir le graphique 8 ici-bas).

Au niveau rural, l'ISA est passé de 13,4 en Mai 2015 à 15,85 en octobre 2015. Les indices de stratégie d'adaptation alimentaire les plus utilisés durant ces 6 derniers mois sont la consommation des aliments de substitution et l'emprunt des aliments auprès des parents ou des amis suivi par la diminution de la quantité de nourriture lors des repas.

Par rapport à octobre 2014, les ménages ruraux ont utilisé moins de stratégies d'adaptation alimentaires. Par contre, il est démontré ici que la période a affecté considérablement la sécurité alimentaire des ménages, avec notamment une augmentation par rapport en mai 2015 pour chaque type de stratégie liée à la nourriture (voir le graphique 8). Cette situation est élevée dans la région d'Obock, de Dikhil et Ali Sabieh. Par contre, les ménages ont utilisés moins des stratégies à Tadjourah et Arta.

Graph 8 : Evolution de l'utilisation des stratégies d'adaptation par les ménages ruraux



## Stratégies d'adaptation non-alimentaires

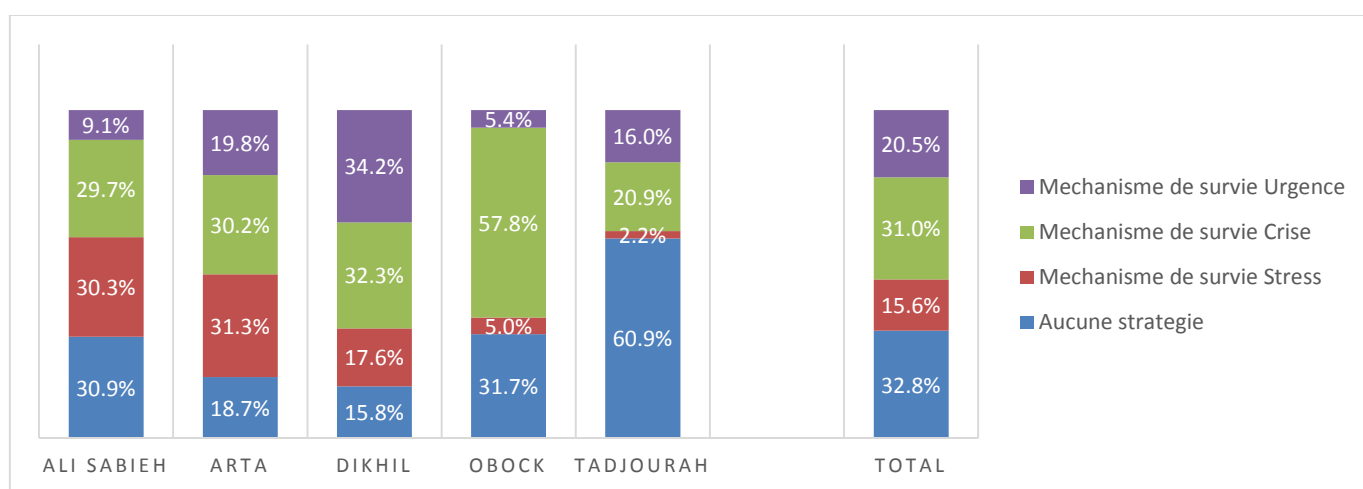
Les stratégies d'adaptation non alimentaires concernent le comportement des ménages vis-à-vis de l'utilisation des capitaux humains et financiers disponibles et risquent donc d'avoir un impact sur la durabilité des moyens d'existence du ménage dans le moyen et long terme.

Globalement, 67% des ménages ont déclaré avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation. En particulier :

- 20.5% des ménages ont adopté des stratégies d'urgence, telles que vendre la maison, pratiquer des activités illégales, aller mendier.
- 31% ont adopté des stratégies de crise, telles que réduire les dépenses non alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école ou vendre des biens productifs.
- 15.6% ont adopté des stratégies de stress, telles que emprunter de l'argent, vendre des biens domestiques, dépenser l'épargne, envoyer des membres du ménage manger ailleurs.

Par rapport à Mai 2015, le niveau global d'adoption de stratégies d'adaptation non alimentaires a augmenté de 2% en milieu rural, en particulier à Dikhil et Obock qui affichent un taux de stratégies d'urgence et de crise combinées de respectivement 66% et 63,3%. Dans ces régions, le risque de détérioration ultérieure de la sécurité alimentaire, déjà très fragilisée par la saison de soudure, est encore plus élevé que dans les autres régions. Ce risque est encore aggravé si l'on considère l'absence d'offre de travail et l'indisponibilité de pâturage pour le bétail pendant les prochains mois.

Graph 9 : Prévalence de l'indice des stratégies d'adaptation non alimentaires par région



## Malnutrition Aiguë Globale

La malnutrition aiguë globale est le résultat des mesures du périmètre brachial (PB) sur un échantillon de 1298 enfants de 6 à 59 mois d'âge en milieu rural.

Sur l'ensemble de l'échantillon, 17% des enfants souffrent de malnutrition aiguë globale (MAG). Parmi eux, 13,8% souffrent d'une malnutrition aiguë modérée (MAM) et 3,2% d'une malnutrition aiguë sévère (MAS). Ces niveaux sont supérieurs aux seuils d'urgence de 15 % de MAG. Depuis la dernière enquête il y a 5 mois, la prévalence de MAG a considérablement (6%). En revanche, la prévalence de SAM a baissé de 0,3%.

Les résultats de l'enquête indiquent une prévalence de MAG toujours très élevée dans les régions par rapport au SMART 2013 et particulièrement à Obock, Dikhil et Tadjourah pour le MAS et Dikhil et Arta pour le MAM.

Tableau 6 : Malnutrition aiguë enfants 6-59mois (Périmètre Brachial) par région.

	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	Total
SAM%	1.1%	1.0%	2.0%	7.0%	3.1%	3.2%
MAM%	4.8%	8.3%	10.2%	31.3%	5.7%	13.8%
GAM	5.9%	9.3%	12.2%	38.3%	8.8%	17.00%
Normal%	94.1%	90.7%	87.8%	61.7%	91.2%	83.0%

## Situation projetée

La saison des pluies Karan/Karma n'a pas été favorable à la population pastorale cette année. Elle n'a pas permis la régénération des pâturages et l'amélioration des conditions du bétail dans les zones pastorales et notamment dans la région d'Ali Sabieh, Obock et Dikhil, qui détenaient déjà les plus hautes prévalences d'insécurité alimentaire en octobre 2014 et en mai 2015. Ceci a contribué à la tendance non favorable de la sécurité alimentaire dans la région au cours des 5 derniers mois.

La sévérité et la portée de la prévalence d'adoption de stratégies d'adaptation alimentaires et non alimentaires, notamment dans les régions d'Obock et Dikhil, suscite des inquiétudes sur la capacité des ménages de sortir du cercle vicieux de l'insécurité alimentaire, avec un risque de dégradation considérablement si la saison des pluies de Heys/Dadaaq n'est pas bonne avant la prochaine période de soudure.

Selon les résultats de la présente enquête, le travail journalier semble toucher de moins en moins de ménages ruraux pour qui il constitue pourtant la principale source de revenu. Avec des pluies faibles et irrégulières et la sévérité de l'adoption de mécanismes de survie négatifs, on est en droit de croire que la situation risque de s'aggraver encore pour les ménages ruraux.

## Recommandations

- Continuer les distributions générales aux personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sévère et modérée affectées par la sécheresse dans les milieux ruraux à Djibouti, avec une attention particulière aux régions d'Ali Sabieh, Obock et Dikhil.
- Renforcer le ciblage selon les critères géographiques (sous-préfectures) et de caractérisation des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée identifiés dans les recommandations de l'enquête AGVSAN 2014 et en ligne avec les résultats de la présente SSSA et celle de mai 2015.
- Continuer le suivi de la situation de sécurité alimentaire, et conduire des enquêtes de suivi de la malnutrition pour les groupes vulnérables, afin de vérifier si le caractère structurel de l'insécurité alimentaire dépasse, ou non, celui conjoncturel lié à la saisonnalité.
- Renforcer la coordination des partenaires de développement en étroite collaboration avec les autorités locales afin d'atteindre les objectifs de résilience ciblés.
- Renforcer la coordination avec les partenaires de nutrition et de développement rural et résilience afin de pallier aux problèmes de diversifications alimentaires et aussi de la faible consommation des protéines animales et des fruits et légumes, notamment dans la période de soudure.
- Multiplier les activités de résiliences surtout dans les zones agro-pastorales.
- Vu la dépendance des marchés pour l'approvisionnement en aliments et la haute proportion de dépenses alimentaires, il est important de continuer à suivre l'évolution des prix des denrées dans les cinq régions et de vérifier des cas de flambée non-ordinaire pendant la saison de soudure.
- Continuer la surveillance des moyens d'existence des ménages ruraux, avec une cible spécifique aux fluctuations de l'offre d'emploi journalier, notamment dans les régions de grands chantiers.
- Continuer la surveillance de l'évolutions des prix des denrées de base dans les régions de l'intérieur, particulièrement pour les céréales, les légumineuses, les légumes et le kérosène qui ont un impact fort sur le pouvoir d'achat des ménages.



Pour recevoir plus d'informations, veuillez contacter:

PAM Djibouti:  
[jacques.higgins@wfp.org](mailto:jacques.higgins@wfp.org)  
[etienne.labande@wfp.org](mailto:etienne.labande@wfp.org)  
[aden.ali-aden@wfp.org](mailto:aden.ali-aden@wfp.org)

PAM Régional (Nairobi)  
[sergio.regi@wfp.org](mailto:sergio.regi@wfp.org)  
[christoph.waldmeier@wfp.org](mailto:christoph.waldmeier@wfp.org)  
[genevieve.chicoine@wfp.org](mailto:genevieve.chicoine@wfp.org)



vam  
food security analysis

